

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7
Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Télec. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590
cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL
PRÉSENTÉ AU
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
Ottawa, Ontario
Les 19 et 20 septembre 2018**

Consoeurs, confrères et amis,

Au cours des mois d'été, les militants et membres du personnel ont fièrement représenté notre syndicat à de nombreuses activités communautaires et syndicales partout au pays. Et le SCFP national a soutenu financièrement bon nombre de ces activités.

Avec l'automne vient le lancement de la préparation du budget annuel du SCFP national. Un processus de consultation exhaustif démarre cette année, dès la semaine du 15 octobre. Pour mieux comprendre les besoins de chaque région et direction, je rencontrerai les directrices et directeurs généraux, les directrices et directeurs régionaux, les dirigeants régionaux élus et les membres du personnel qui participent au processus budgétaire. Cette consultation détaillée nous permettra de mieux soutenir les projets et défis des régions et des directions pour 2019.

Groupe de travail national du SCFP sur la dotation en personnel

J'ai le très grand plaisir de présenter au Conseil exécutif national le rapport final du Groupe de travail du secrétaire-trésorier national sur la dotation en personnel. Je tiens d'abord à souligner l'important travail entrepris par les membres du Groupe et le personnel qui y a été affecté. Leur engagement à l'égard de ce projet a été substantiel. J'espère que le rapport permettra de lancer une série d'initiatives et de projets qui assureront la mise en œuvre des recommandations.

Comme je l'ai déjà mentionné, au congrès national de 2017, je m'étais engagé à créer le Groupe de travail du secrétaire-trésorier national sur la dotation en personnel, formé de membres du Conseil et du personnel de la direction.

MARK HANCOCK
National President/Président national

CHARLES FLEURY
National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorier national

DENIS BOLDUC, FRED HAHN, JUDY HENLEY, DANIEL LÉGÈRE, MARLE ROBERTS
General Vice-Presidents/Vice-présidences générales



Le mandat du Groupe de travail, considérable, était le suivant :

- Analyser les nouvelles réalités que vivent nos sections locales et organismes à charte, notamment la centralisation grandissante des structures de négociations au pays;
- Étudier et comprendre les déséquilibres, réels ou perçus, dans la dotation de personnel;
- Examiner les allocations de personnel actuelles et faire des recommandations;
- Proposer des méthodes de service plus à jour pour répondre aux besoins actuels de nos sections locales.

Le Groupe de travail s'est réuni tout au long de 2018 et a étudié les meilleurs moyens à prendre pour répondre à nos réalités actuelles, incluant l'évolution des exigences en matière de services à mesure qu'un nombre croissant de nos organismes fusionnent pour devenir de grandes sections locales ou des structures provinciales. L'examen en profondeur incluait toute la gamme des éléments dont il fallait tenir compte pour équilibrer les affectations de service, comme la très grande étendue géographique des régions, les nombreuses très petites sections locales, les multiples secteurs et les sections locales dont les conventions collectives arrivent à échéance en même temps, pour ne nommer que celles-là. Nous avons accordé une attention particulière aux défis à relever et aux ressources disponibles ou nécessaires pour nos conseillers syndicaux et nos spécialistes qui doivent répondre à ces besoins nouveaux.

Nous avons également étudié des données comme la hausse du nombre de nouveaux postes permanents depuis 2012, le dernier examen de la dotation en personnel et les ratios membres-personnel par région et unités de négociation-personnel dans l'ensemble du pays.

Nous avons accordé beaucoup d'attention aux facteurs qui ont motivé la création du Groupe de travail, incluant l'important roulement des conseillers syndicaux sur le terrain.

Comme je l'ai déjà souligné, en plus des délibérations officielles du Groupe de travail, j'ai organisé, aux congrès de divisions de cette année, des rencontres avec des sections locales de différentes tailles afin d'obtenir leurs points de vue sur ces questions. J'ai parlé à 18 sections locales, conseils de négociations et divisions de services de chaque région et représentant la plupart des secteurs de notre syndicat.

Le rapport du Groupe de travail présente des recommandations fouillées qui seront présentées à cette réunion du Conseil. Nous voulons qu'il favorise la discussion et la collaboration partout au pays sur les moyens à prendre pour mettre en œuvre les recommandations dans les mois et les années à venir. Et je suis heureux d'affirmer que grâce aux efforts diligents des membres et du personnel de notre Groupe de travail, nous avons atteint notre objectif, qui était de rendre compte au Conseil exécutif national à temps pour les consultations budgétaires de l'automne.

Restructuration et votes de représentation

Santé en Saskatchewan

D'importantes ressources sont toujours offertes à la région pour l'aider à faire face aux grandes restructurations en cours dans le secteur de la santé. En plus d'immenses changements organisationnels, de possibles votes de représentation dans la région pourraient toucher jusqu'à 12 000 membres du SCFP, et presque autant d'autres syndicats du secteur, qui devront choisir l'organisation qui les représentera à l'avenir.

Même si les détails de la restructuration à l'échelle des unités de négociation ne sont pas clairs, d'autres types de fusions, de sous-traitances et de mises à pied sont en cours. Les dirigeants et le personnel du SCFP de la région travaillent très fort à former et à consolider des alliances dans le mouvement syndical afin de renforcer l'unité face à ces attaques. Le SCFP national offre un financement important à la région dans ce contexte difficile.

Santé au Manitoba

Le SCFP national surveille de près et appuie une campagne active et robuste de riposte aux attaques législatives lancées en juin 2018 avec l'adoption de la loi 29, *Loi sur la restructuration des unités de négociation dans le secteur de la santé*. Dix mille travailleuses et travailleurs de la santé membres du SCFP de la région devront participer à des votes de représentation avec 13 000 travailleuses et travailleurs d'autres syndicats du secteur.

Le SCFP se prépare à ces votes par la mobilisation en milieu de travail et dans la collectivité, l'engagement des membres et l'organisation d'une grande campagne stratégique. Le défi est de taille mais les leaders et le personnel du Manitoba sont bien décidés à le relever. Au cours des prochains mois, cette lutte demeurera au cœur des efforts déployés dans la région, avec le soutien et les ressources du SCFP national.

Santé en Ontario

La restructuration se poursuit dans le secteur de la santé de l'Ontario, avec des fusions d'hôpitaux en cours partout dans la province. À Toronto, deux grands hôpitaux fusionnent et 1 500 membres du SCFP doivent affronter autant de membres d'autres syndicats dans des votes de représentation. Le SCFP national appuie aussi une campagne de recrutement auprès du personnel de bureau non syndiqué de l'hôpital St. Michael's dans le cadre de la restructuration. D'importantes ressources en organisation sont offertes pour ces campagnes.

Avec l'élection d'un nouveau premier ministre dans la province, les membres du secteur de la santé du SCFP, tout comme ceux de la plupart des autres secteurs, se préparent à riposter aux attaques des conservateurs qui veulent s'en prendre aux syndicats, aux services publics et à l'âme même de nos collectivités partout dans la province.

Soutien électoral

Cette année, nous nous sommes efforcés d'accroître la participation des membres du SCFP aux élections et de sensibiliser les gens à la valeur des services publics partout au pays. D'un océan à l'autre, les militants du SCFP se consacrent à cet effort. Ceux du Nouveau-Brunswick mobilisent leurs membres dans les circonscriptions prioritaires en faveur du NPD provincial. Et, cet automne, il y aura des élections provinciales à l'Île-du-Prince-Édouard.

Quant aux Québécois, ils iront aux urnes le 1^{er} octobre. Le SCFP jouait déjà un rôle actif sur le terrain aux élections provinciales bien avant le lancement de la campagne, le 23 août. Au cours de la période préélectorale, le SCFP et cinq autres syndicats affiliés à la FTQ ont installé des affiches et acheté des panneaux-réclame dans des comtés cibles. Ils voulaient montrer que les libéraux au pouvoir et la Coalition Avenir Québec, en avance dans les sondages, sont tous deux des partis de droite et suggérer aux électeurs de se tourner vers les autres partis. La campagne a suscité une bonne attention médiatique et, selon un sondage interne, elle

a poussé 8 % de la population du Québec à changer d'idée. Je félicite le personnel et les membres qui ont travaillé sans relâche à cette très efficace campagne.

Pendant la campagne électorale, la coalition de syndicats demandera aux partis de promettre un salaire minimum de 15 \$ l'heure, un régime universel d'assurance-médicaments et aucune baisse d'impôts pour éviter la privatisation des services publics et des sociétés d'État.

Les élections provinciales ontariennes, tenues le 7 juin, ont été extrêmement décevantes, les conservateurs ayant balayé la province. Mais le NPD a fait très bonne figure, avec 40 députés néo-démocrates élus, dont trois membres du SFCP.

En prévision des élections provinciales de 2019 en Saskatchewan, une conférence sur l'action politique aura lieu cet automne.

En octobre, l'Ontario, le Manitoba et la Colombie-Britannique éliront leurs administrations municipales et les militants du SFCP participeront à toutes les campagnes, appuyés par les ressources du SFCP.

Service de l'éducation syndicale (SES)

Depuis le début de l'année, notre Direction du développement syndical, rebaptisée Service de l'éducation syndicale, relève de la Direction des services nationaux. Comme nous l'avions mentionné, la responsabilité de la formation du personnel et du développement est passée à la Direction des ressources humaines. Les futurs comptes-rendus du SES seront inclus dans le rapport de la Direction des services nationaux. Nous savons que nous pourrions toujours compter sur des programmes d'éducation dynamiques et innovateurs.

ÉTATS FINANCIERS POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2018

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 30 juin 2018 était de 288,2 millions de dollars, comparativement à 277,7 millions de dollars au 31 mars 2018 et à 279,4 millions de dollars au 31 décembre 2017. Les postes significatifs sont détaillés ci-dessous.

Le solde bancaire au 30 juin 2018 était de 30,0 millions de dollars comparativement à 25,4 millions de dollars au 31 mars 2018 et à 27,0 millions de dollars au 31 décembre 2017. Le solde bancaire inclut des réserves de liquidités internes destinées aux prestations de retraite, à la capitalisation des avantages sociaux futurs, à la gestion des propriétés, au congrès de 2019, au Fonds pour les édifices régionaux et au passif du Conseil des syndicats scolaires de l'Ontario (CSSO).

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 233,8 millions de dollars au 30 juin 2018, en hausse par rapport à 223,5 millions de dollars au 31 mars 2018 et de 225,0 millions de dollars au 31 décembre 2017.

La Fiducie de soins de santé au bénéfice d'employés pour le CSSO a été créée. Des 7 millions de dollars de démarrage que gère le SFCP, environ 1 million a été consacré

aux coûts de démarrage et 1 million a été transféré à la Fiducie, ce qui laisse un solde de 5 millions de dollars à transférer à la Fiducie. Le transfert final des fonds devrait être terminé très bientôt. Comme nous l'avons mentionné précédemment, ce montant apparaîtra à titre de passif dans notre État de la situation financière jusqu'à ce que tous les rapprochements aient été terminés et que nous soyons en position de transférer les fonds à la Fiducie.

Le véritable passif au 31 décembre 2017 était de 192,5 millions de dollars, par rapport à 186,0 millions de dollars à la fin de 2016. Le bilan au 31 décembre 2017 montrait un passif de 140,1 millions de dollars, ce qui laissait un écart non inscrit de 52,4 millions de dollars. Jusqu'à maintenant en 2018, nous avons inscrit un passif additionnel de 5,8 millions de dollars, ce qui porte le passif total inscrit au 30 juin 2018 à 145,8 millions de dollars.

Le solde de la Caisse au 30 juin 2018 se situait à 54,4 millions de dollars, dont un total de 1,5 million de dollars sont réservés comme suit : 900 000 \$ pour la Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales et 563 000 \$ pour le Fonds pour les édifices régionaux. Du solde de la Caisse, nous avons investi 61,5 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un solde sans restriction négatif de 8,5 millions de dollars. En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est affecté, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

Le surplus d'exploitation préliminaire (avant la provision du Fonds pour les édifices régionaux) pour le trimestre est de 30 400 \$, comparativement à un déficit prévu de 1,3 million de dollars.

Les revenus de capitation sont supérieurs au budget de 1,5 million de dollars et les revenus de placements généraux sont supérieurs au budget de 145 000 \$. Les revenus de placements matérialisés de notre compte de placements pour les avantages sociaux futurs sont supérieurs au budget de 469 000 \$. Les pertes non matérialisées de ce même compte pour la première moitié de 2018 sont d'un peu plus de 1 million de dollars. Bien sûr, ce montant n'est jamais prévu au budget à l'avance puisqu'il est impossible de prédire le comportement des marchés.

Les salaires sont inférieurs au budget de 111 000 \$, les avantages sociaux actuels sont supérieurs au budget de 320 000 \$ et les avantages sociaux futurs, excluant la perte non matérialisée, sont supérieurs au budget de 1,1 million de dollars. Les salaires des directeurs et des conseillers sont supérieurs au budget de 0,8 % (193 000 \$) et ceux du personnel administratif et technique sont inférieurs au budget de 1,1 % (56 000 \$). Les salaires du personnel de bureau sont supérieurs au budget de 4,6 % (411 000 \$). Comme il arrive souvent pendant la première moitié de l'année, le coût des remplacements pour les congés annuels est toujours inférieur au budget de 60,1 % (661 000 \$).

Au total, les autres dépenses d'exploitation sont inférieures au budget d'environ 563 000 \$. Voici quelques éléments significatifs :

1. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique sont inférieures au budget de 747 000 \$.
2. Celles consacrées au Fonds de riposte sont inférieures au budget de 500 000 \$.
3. Les dépenses électorales sont inférieures au budget de 385 000 \$.

4. Le coût du renforcement des divisions provinciales est inférieur au budget de 85 000 \$ étant donné le nombre de demandes de remboursement reçues pour l'année jusqu'à maintenant.
5. Les coûts de location de matériel et d'entretien sont supérieurs au budget de 150 000 \$, étant donné le moment où certaines mises à niveau de matériel ont lieu jusqu'à maintenant.
6. Comme à chaque année, les frais de déplacement sont supérieurs au budget de 301 000 \$ étant donné le nombre de réunions qui ont eu lieu partout au pays pendant la première moitié de l'année.
7. Les honoraires professionnels sont supérieurs au budget de 308 000 \$.

Caisse nationale de défense

Au 30 juin 2018, l'actif total s'élevait à 14,8 millions de dollars, comparativement à 13,8 millions de dollars au 31 mars 2018 et à 13,9 millions de dollars au 31 décembre 2017. Le solde au 30 juin 2018 était de 2,1 millions de dollars, comparativement à 1,2 million de dollars au 31 mars 2018 et au 31 décembre 2017. En outre, nous avons des placements totalisant 10,9 millions de dollars au 30 juin 2018, en légère hausse par rapport à 10,7 millions de dollars pour la période précédente.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer d'un peu moins de 1 million de dollars, semblable au 31 mars 2018 et comparativement à 2,1 millions de dollars au 31 décembre 2017. Nous avons aussi un passif de 7,2 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, en hausse par rapport à 6,1 millions de dollars à la fin du trimestre précédent. Enfin, nous devons un montant de 141 000 \$ à la Caisse générale à la fin de juin.

Les montants destinés aux campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national au second trimestre s'élevaient à 3 133 405 \$ pour un budget annuel de 3,5 millions de dollars. Toutefois, 220 347 \$ de fonds inutilisés par les campagnes des années précédentes ont été liquidés pendant le trimestre. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement s'élevaient à 1 477 574 \$ pour un budget annuel de 3,6 millions de dollars. Les dépenses consacrées aux initiatives nationales en matière de stratégie s'élevaient à 996 738 \$ pour un budget annuel de 2,9 millions de dollars et celles des initiatives régionales en matière de stratégie totalisaient 515 624 \$ pour un budget annuel de 2,1 millions de dollars.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse nationale de grève au 30 juin 2018 s'élevait à 96,7 millions de dollars, comparativement à 97,8 millions de dollars au 31 mars 2018 et à 99,3 millions de dollars au 31 décembre 2017. Cet actif était formé de 2,3 millions de dollars en liquidités, de 1,8 million de dollars en capitation à recevoir et de 92,6 millions de dollars en placements.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs, des charges à payer et une dette à la Caisse générale totalisant 498 000 \$, en hausse par rapport à 485 000 \$ au 31 mars 2018 et à 446 000 \$ au 31 décembre 2017.

Au 30 juin 2018, le solde de la Caisse s'établissait à 96,2 millions de dollars, comparativement à 97,3 millions de dollars au 31 mars 2018 et à 98,8 millions de dollars au 31 décembre 2017.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placements, étaient de 6,5 millions de dollars au 30 juin 2018 et les dépenses s'élevaient à 9,2 millions de dollars, ce qui donne lieu à un déficit de 2,7 millions de dollars avant les gains de revenus de placements non matérialisés de 51 000 \$.

GRÈVES, LOCK-OUT ET RÈGLEMENTS

Section locale 5317, Viterra Inc. (Québec) – 51 membres lockoutés depuis le 30 janvier 2018.

Section locale 3903, Université York (Ontario) – 3 000 membres ont déclenché la grève le 5 mars 2018. L'unité 2 est retournée au travail le 18 juin 2018. Quant aux unités 1 et 3, une loi leur a imposé le retour au travail le 25 juillet 2018.

Section locale 4764, Community Justice Society (Nouvelle-Écosse) – 6 membres en grève du 30 juillet 2018 au 4 septembre 2018.

RETARDS DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION

Pour le trimestre terminé en juin 2018, le total des paiements en retard s'élevait à 8 602 639 \$, une hausse de 2 544 768 \$, ou 42,01 %, par rapport au trimestre précédent terminé en mars 2018. En tout, les paiements en retard ont augmenté de 6,89 % par rapport à juin 2017.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

Au cours des prochains mois, le Service de la TI se concentrera surtout sur les dossiers suivants : amélioration du nouveau système automatisé de relevés de dépenses Moniroo, amélioration du système de gestion de la relation membre (SGRM) du SCFP, consolidation de la gestion de l'information par l'InfonuagiqueSCFP et autres améliorations de l'infrastructure en TI pour le personnel.

SGRM

Au début d'août, la version 3D du SGRM a été installée. Elle incluait un changement majeur dans le module d'éducation qui permet aux membres-formateurs d'entrer dans le système pour accéder aux ateliers qu'ils animent.

En prévision du congrès, on poursuit la conception et le développement du prochain élément majeur du SGRM, le module de gestion des événements (GE), qui remplacera l'actuel

système d'inscription au congrès du SCFP et, à terme, celui des conférences. Les essais commenceront plus tard cette année.

InfonuagiqueSCFP

Cette année, le projet InfonuagiqueSCFP a considérablement évolué et continue à aider le SCFP à améliorer ses pratiques globales en gestion de l'information. Des consultations avec le personnel pour l'élaboration d'un calendrier de conservation des documents sont maintenant bien amorcées et près de 30 ont été réalisées jusqu'à maintenant. Plus de 75 conseillers syndicaux ont participé, en juin, à des sessions d'éducation grâce à l'InfonuagiqueSCFP, à One Drive pour entreprises (OD4B) et aux groupes O365 et ils ont beaucoup apprécié l'expérience.

Un sondage sur l'InfonuagiqueSCFP a été envoyé à tout le personnel du SCFP en mai. Les résultats, en cours d'analyse, nous aideront à mieux concevoir les projets à entreprendre en 2019 pour continuer cet important travail.

L'exercice de nettoyage des fichiers a été une importante phase du projet jusqu'à maintenant et les résultats le prouvent : des millions de documents obsolètes et inutiles ont été supprimés des divers sites de stockage du SCFP et, surtout, l'information du syndicat est désormais consolidée dans des sites supportés par le SCFP.

Infrastructure et opérations de la TI

La migration des numéros de téléphone primaires vers Skype pour entreprises se poursuit et le vieux matériel téléphonique est retiré partout au pays. De même, l'installation de la nouvelle technologie destinée aux salles de réunion, incluant le nouveau Microsoft Surface Hub et les téléphones Polycom Treo, continue. Ces nouveaux outils remplaceront les systèmes de vidéoconférence actuels et devraient être beaucoup plus faciles à utiliser.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Nous venons de terminer les nouvelles améliorations locatives et avons emménagé dans nos nouveaux locaux à Barrie et à Bathurst. Ces bureaux, conformes à nos normes mises à jour, sont de beaucoup supérieurs aux anciens et notre personnel a accueilli positivement le changement. De plus, ils offrent de grands avantages pour nos membres.

Nous avons plusieurs projets en cours, dont des améliorations locatives à Yarmouth, Trail, Winnipeg et Sherbrooke, ainsi que des projets de dépenses en immobilisations à Regina et Markham, au bureau national et dans d'autres propriétés. Cette année sera la première de notre programme de dépenses en immobilisations de 15 ans pour maintenir la valeur de notre portefeuille immobilier, prolonger sa vie utile et répondre à nos besoins opérationnels.

Nous venons de négocier avec succès un nouveau bail à Yarmouth et nous négocions de nouveaux baux et des prolongations à Sherbrooke, Lethbridge, Victoria et Medicine Hat. Nous commençons aussi à évaluer les possibilités quant à nos baux de Nanaimo, Prince Albert, Dalhousie, Peterborough, Pembroke, Timmins, Niagara, Calgary, Red Deer et Fort McMurray.

CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS

L'automne sera occupé. En septembre et octobre, nous organisons différentes réunions de comités et de services, dont une rencontre des directrices et directeurs régionaux présidée par la nouvelle directrice générale de la Direction de l'organisation et des services régionaux, la consœur Daria Ivanochko.

Les préparatifs pour la Conférence du Conseil des secteurs du SCFP, qui aura lieu du 5 au 8 novembre 2018 au Centre Shaw à Ottawa, sont bien amorcés. Les hôtels se remplissent rapidement. Nous vous invitons donc à réserver bientôt vos chambres. L'hôtel Westin Ottawa sera notre quartier général pour la Conférence, en plus d'être un hôtel pour les délégués, la priorité étant accordée aux participants qui ont des besoins en mobilité et accessibilité, car il est le plus proche du centre des congrès.

À l'heure actuelle, 549 membres sont inscrits à la Conférence du Conseil des secteurs. Les trois secteurs qui comptent le plus de participants sont ceux de l'éducation (175 membres), de la santé (157 membres) et des services municipaux (122 membres).

Maintenant que tout le monde est revenu de vacances, nous nous attendons à une hausse du nombre d'inscriptions d'ici à la tenue de la Conférence.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Le Conseil de fiducie mixte (CFM) a tenu sa troisième réunion de l'année en septembre afin de discuter des activités en cours pour le Régime.

Une évaluation actuarielle au 1^{er} janvier 2018 a été déposée auprès des autorités. En vertu des nouvelles règles sur le financement des régimes de retraite à prestations déterminées de l'Ontario, les exigences de cotisations au RRES seront réduites en 2018 pour tenir compte des résultats du nouveau rapport d'évaluation. Les cotisations exigées de l'employeur passeront de 14,35 % à 12,2 %.

Le Rapport aux participants de 2017 et les états financiers de l'exercice terminé le 31 décembre 2017 sont affichés sur le site Web du RRES, à www.rres.ca.

Les relevés annuels du régime de 2017 ont été postés en juin aux participants actifs, aux retraités et aux participants au régime différé. Les participants actifs ont accès à leurs relevés annuels de 2017 sur le site Web du Régime à des fins d'estimation de la retraite.

Cette année, les séminaires de préparation à la retraite auront lieu à Montréal, Halifax, Toronto et Ottawa.

Retraites

La consœur Nancy Rosenberg, Service des affaires juridiques – 1^{er} juillet 2018
La consœur Lise Gauvreau, bureau de Hull (Gatineau) – 1^{er} août 2018
La consœur Angela Scott, bureau régional de l'Alberta – 1^{er} septembre 2018
Le confrère Michael Latulippe, bureau régional du Québec – 1^{er} septembre 2018
La consœur Risa Pancer, bureau régional de l'Ontario – 1^{er} septembre 2018
Le confrère Toby Sanger, Direction des services nationaux – 1^{er} novembre 2018
La consœur Marie-Andrée Bourgouin, Direction des ressources humaines – 1^{er} décembre 2018
La consœur Anne Gregory, bureau régional de l'Ontario – 1^{er} janvier 2019
La consœur Shelly Gordon, Service de la recherche, de l'évaluation des emplois et de la santé-sécurité – 1^{er} février 2019

CONCLUSION

Partout au pays, nous avons d'importants défis à relever. Nos milieux de travail, nos emplois et le tissu même de nos collectivités sont menacés. Nous ne devons jamais oublier que nous avons l'obligation de gérer de manière prudente et responsable les ressources financières de notre grand syndicat afin de continuer à disposer des ressources voulues pour mener nos campagnes et faire face à l'avenir.

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,



CHARLES FLEURY

:mar/sec